



Enseignants (SER)

Georges Pasquier
président du SER

La perte du goût de l'avenir

« Si tu travailles bien à l'école, tu réussiras dans la vie », cette antienne que les moins jeunes d'entre nous ont maintes fois entendue était souvent avérée au temps où la transition était linéaire. École-apprentissage-métier, école-études-profession, les ruptures étaient moins nombreuses et vécues comme des échecs. Aujourd'hui, elles sont beaucoup plus fréquentes et le sentiment d'échec est loin d'avoir disparu. Les formes de la transition se sont complexifiées, multipliées, et elles restent pour l'institution comme pour ses acteurs un des points sensibles du parcours d'un individu. Il est bon que le Bulletin de la CIIP en traite, avec tout le sérieux qu'on lui connaît, dans ce 3^e numéro.

Dès le début des années 2000, les associations d'enseignants ont mesuré les problèmes grandissants que suscitaient les transitions entre école obligatoire, formation subséquente et monde du travail. A tel point que nos associations cantonales ont suivi, et souvent appuyé, avec attention ce qui était entrepris dans chacun des cantons. A tel point aussi que le Syndicat des enseignants romands (SER) et Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) ont travaillé de concert à l'émergence des « lignes directrices » adoptées en 2006 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), les organisations faïtières et la Confédération.

Mais de nombreuses questions subsistent : Pourquoi les parcours de formation et d'orientation de nos jeunes sont-ils aussi peu linéaires, aussi perturbés ? Y-a-t-il une fatalité de l'errance ? Y-a-t-il un droit, ou même un bénéfice, à l'errance, à l'hésitation, à l'erreur ? Ces « lignes directrices » vont-elles dans le sens d'une meilleure qualité de vie ? Est-il réaliste, est-il sain de vouloir éliminer le tâtonnement et les échecs lors de la formation ? Comment chacun peut-il trouver au mieux sa place dans la société ?

Dans notre système éducatif où les administrations restent cantonales, les difficultés de transition sont plus ou moins grandes suivant où l'on se trouve, mais le nombre d'institutions, de structures d'aides et de repêchage, d'appui et de mesures institutionnelles censés les pallier est considérable. Le passage de l'école obligatoire à la suite des études, des apprentissages et de la formation professionnelle est une véritable difficulté pour tous, il s'avère être un sérieux problème pour la moitié de nos jeunes et finit par devenir une authentique galère pour un certain nombre de laissés pour compte.

Les Assises romandes de 2014

Forts de ces différents constats, les membres du groupe d'organisation des Assises romandes (que le SER met sur pied tous les deux ans depuis 2002) ont opté pour initier une journée de réflexion sur la zone la plus grise, voire la plus noire de la

transition, en recourant entre autres à la projection d'un film-témoignage qui donne la parole à trois jeunes adultes, qui sont de ceux pour qui ces étapes de transition se sont avérées une succession d'échecs et de galères (voir dossier du numéro 7/2014 de l'Éducateur). Cette édition des Assises, qui a eu lieu le 27 septembre 2014, a permis en outre d'écouter plusieurs spécialistes, des représentants des parents et des directeurs d'établissement, ainsi que la Conseillère d'État Anne-Catherine Lyon, alors présidente de la CIIP. Les apports et les échanges de cette journée ont conduit son « grand témoin », Simon Darioli, à en appeler « à l'ouverture d'esprit, à la remise en question et à la franchise ».

Au-delà de quelques exemples de transition réussie malgré les très grandes difficultés, il a été constaté que le système éducatif devait aussi déplorer le fait qu'un nombre indéterminé d'individus « disparaissaient » dans la nature, et échappaient à tout relevé et à toute statistique. D'après le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ou l'Office fédéral de la statistique (OFS), on peut parler de quelque 30'000 jeunes qui se trouvent ainsi sans formation ou sans travail. On peut espérer que, pour certains d'entre eux, cette situation n'est pas définitive, mais les données pour l'affirmer font cruellement défaut. Ce n'est que l'utilisation systématique dès 2017 du numéro AVS pour établir la « traçabilité » de chaque individu qui permettra d'obtenir des statistiques fiables.

Un processus de « désaffiliation »

Au cœur d'une société régie par la réussite sociale et la performance professionnelle, les difficultés vécues dans la période de transition peuvent conduire à une exclusion sociale, compliquée de pertes d'espoir et d'estime de soi. Le changement des rapports sociaux dans les agglomérations fait que les individus fonctionnent plus en réseaux qu'en appartenances. L'exclusion sociale se nourrit alors de la perte de réseaux (scolaires, professionnels, etc.) et fait de ces jeunes et de ces adolescents en péril de véritables « désaffiliés », qui cherchent à échapper à leur



Enseignants (SER)

solitude en se regroupant sur d'autres bases, de rupture, dans des bandes, en opposition de comportement, pour avoir le sentiment d'avoir une identité. Les difficultés économiques, les processus sélectifs grandissant dans les écoles, ne font qu'aggraver le phénomène. Lorsque des enquêtes montrent qu'un grand nombre d'adolescents déclarent s'ennuyer au secondaire I, comment s'étonner qu'on rencontre beaucoup de fatalisme et un déficit de sens et de plaisir d'apprendre ? La désaffiliation est galopante et nombre de jeunes perdent, avec l'espoir, le goût de l'avenir.

Faut-il combattre l'errance ?

Le projet Transition (initié sur la base des « lignes directrices de 2006 » susmentionnées) vise clairement à limiter les changements de formation ou d'école, les années d'attente, les abandons d'études et d'apprentissage, les changements d'orientation, les erreurs de parcours. Les professionnels des structures de transition soulignent quant à eux la difficulté des jeunes à bâtir un projet professionnel valable et viable.

La question de savoir s'il n'est pas naturel à cette époque de la vie de suivre un parcours qui n'est pas linéaire peut paraître légitime. N'est-il pas aussi formateur de se tromper, de tâtonner, de bifurquer ? D'aucuns s'inscrivent dans une perspective d'émancipation collective et revendiquent ce droit à l'errance. De nombreux cursus scolaires chaotiques de personnages devenus célèbres peuvent leur donner raison.

Il faudrait faire une différence entre les réelles erreurs d'ajustement et celles qui ne le sont pas.

Pour le SER, la construction de la confiance et de la conscience de soi n'est pas automatique et demande souvent du temps pour faire grandir les individus. En limitant drastiquement l'errance, on croit favoriser l'insertion professionnelle. Mais si c'est au mépris de l'émancipation collective, on risque de générer plus de frustrations et d'insatisfactions que de réussites professionnelles.

Une problématique majeure

Même si l'on admet de légitimes hésitations, le fait que plus d'un jeune sur deux n'ait pas suivi un parcours linéaire montre que l'on doit remettre en cause un système « où les normes d'accès opèrent davantage que les orientations personnelles des individus »¹. Quand les entreprises ont le choix, elles préfèrent prendre en apprentissage des jeunes plus âgés, plus mûrs, qui ont fait un peu de collège ou un début de formation.



Paru dans l'Éducateur 08/06.

Les solutions transitoires s'en trouvent légitimées, dans un système de formation qui n'est pas construit comme tel. Et les différences entre Suisse romande et Suisse allemande ne font que rendre encore plus perplexe qui cherche à analyser la pertinence de la gestion institutionnelle de cette période difficile du parcours obligé de tout futur adulte dans notre société. Un ouvrage de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP) de 2007 taxe cette transition de l'école à la vie active de « problématique majeure », tout en affirmant que « seule une vision globale permettra de comprendre le jeu des réorientations à venir et les enjeux de la deuxième transition, de la fin du secondaire II au monde du travail »¹.

Si de considérables progrès ont été faits et le seront encore, et les pages du présent bulletin sont là pour le prouver, qu'est-ce qui nous fera sortir de cette logique de soins palliatifs, sinon une volonté politique affirmée, fondée sur une vision globale ? Sans être franchement pessimiste, le SER ne nourrit pas de trop gros espoirs.

¹ Behrens, M. (dir.). (2007). *La transition de l'école à la vie active ou le constat d'une problématique majeure*. Neuchâtel : IRDP.

Pour aller plus loin

Lisez en ligne les deux dossiers de l'Éducateur sur les Assises romandes de l'éducation 2014 portant sur la transition :

Pasquier, G. (2014). Formation sans avenir. Des jeunes dans un cul-de-sac. In *Éducateur*, 7.

Eggler, D. (2014). Assises 2014 – L'essentiel. In *Éducateur*, 11.